

# RÉ- SOLUTIONS

POUR UN MONDE JUSTE  
ET FRATERNEL

SUPPLÉMENT AU JOURNAL MESSAGES N° 776 - SEPTEMBRE 2026

COMPRENDRE

## ISOLEMENT: UN DÉFI POLITIQUE ET SOCIAL

RENCONTRER

ABDELAALI EL BADAoui:  
HYPERACTIF CONTRE  
LES INÉGALITÉS

EXPLORER

VANCÉ: LE VISAGE  
DE LA TERRE EST  
DANS SON COEUR



Secours  
Catholique  
Caritas France



06



31



14



28

#### 04 RÉAGIR

Lutte contre les changements climatiques : des reculs inquiétants

#### 06 INNOVER

Réduire la fracture écologique

#### 11 TRANSMETTRE

Mickaël Chelal. Les relations invisibles de la jeunesse des quartiers populaires

#### 14 COMPRENDRE

- 14 **Enquête.** L'isolement, un phénomène de société
- 22 **L'entretien:** Anne Souyris : « Lutter contre l'isolement appelle une révolution civilisationnelle »
- 26 **Ici et là-bas.** Inde: les oubliés des bidonvilles
- 27 **Des outils pour comprendre**

#### 28 RENCONTRER

Abdelaali El Badaoui. Hyperactif contre les inégalités

#### 31 EXPLORER - PORTFOLIO

Vancé: le visage de la terre est dans son cœur

#### 39 LE REGARD DE BESSE ET ÉRIC LA BLANCHE

Seuls, ensemble

## RÉ- SOLUTIONS

Supplément au trimestriel *Messages du Secours Catholique-Caritas France*:

106, rue du Bac – 75341 Paris CEDEX 07  
Tél. : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50

**Président et directeur de la publication :**  
Didier Duriez

**Directrice de la communication :**  
Agnès Dutour

**Rédacteurs en chef :**  
Emmanuel Maistre (7576)  
Clarisse Briot (7339)

**Rédacteurs :**  
Djamila Ould Khettab (5239)  
Benjamin Sèze (5239)  
Cécile Leclerc-Laurent (7534)

**Rédacteur-graphiste :**  
Guillaume Seyral (7414)

**Rédactrice photo :**  
Elodie Perriot (7583)

**Correction :**  
Catherine Hervoüet des Forges

**Imprimerie :** Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique – Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 38 354 exemplaires.

**ISSN :** 3097-8769

**Dépôt légal :** n° 122777

**Numéro de commission paritaire :**  
1127 H 82430 / Édité par le Secours Catholique – Caritas France.

**Photo de couverture :**  
Xavier Schwebel / SCCF



Ce produit est imprimé par une usine certifiée ISO 14001 dans le respect des règles environnementales.



EDDIE PERROT / SCOF

## ÉDITORIAL

# POUR QUE CHACUN AIT UNE PLACE ET UN RÔLE !

PAR **DELPHINE BONJOUR**, RESPONSABLE NATIONALE DU SOUTIEN ACTION  
ET PLAIDOYER FRANCE

LA SOCIÉTÉ N'A PAS PRIS  
LA MESURE DE L'ÉTENDUE  
DU DÉLITEMENT  
DES LIENS SOCIAUX  
ET DE SES EFFETS SUR  
LA PAUVRETÉ.

Au Secours Catholique, dans les dialogues que nous menons avec les pouvoirs publics, nous avons l'habitude d'insister sur le caractère multidimensionnel de la pauvreté. De fait, la pauvreté n'est pas seulement monétaire. Une des dimensions qui, nous semble-t-il, est souvent oubliée, est celle du lien social. Or si l'on s'inquiète à juste titre de l'isolement des personnes âgées et plus récemment de celui des jeunes, la société n'a pas encore pris la mesure de l'étendue du délitement des liens sociaux et de ses effets sur la pauvreté, accentués par le tout-numérique et la stigmatisation des personnes en précarité.

Être en situation de précarité isole et l'isolement freine la sortie de la pauvreté. Ainsi, la première demande des personnes qui se rendent dans un lieu d'accueil du Secours Catholique est d'être écoutées et d'échanger. Permettre à ces personnes de sortir de leur isolement, de recréer autour d'elles un réseau d'amitié et de solidarité, est au cœur de notre projet. Nos actions sont aussi pensées pour permettre de retisser des liens avec les autres, de reprendre confiance et retrouver l'énergie pour sortir la tête de l'eau : accueils cafés, temps de convivialité, repas partagés, et parfois proposition de mobilisations collectives. Ce sont aussi des actions d'"aller vers", le déploiement de Fraternibus ou de visites à domicile. C'est enfin le choix d'un accueil fraternel et inconditionnel, d'une attitude bienveillante, d'une écoute sans jugement. Lutter contre l'isolement, ce n'est pas uniquement favoriser le lien, mais également faire en sorte que chacune et chacun garde ou retrouve sa place dans le collectif. Nous avons donc opéré ces dernières années de profonds changements dans notre manière d'accompagner les personnes, avec l'idée de transformer le rapport "aidant-aidé" en une relation plus horizontale et équilibrée dans laquelle les personnes qui viennent nous voir peuvent aussi agir, être une ressource pour elles-mêmes et pour les autres.

Ces convictions, nous souhaitons qu'elles se traduisent aussi dans les politiques publiques locales et nationales, en soutenant par exemple les lieux d'accueil associatifs, les centres sociaux et les initiatives de petites "oasis de fraternité" comme nous en développons au Secours Catholique, et en faisant évoluer les lieux d'accueil du public pour les rendre plus humains et y permettre la rencontre. Il s'agit aussi d'en finir avec des propos qui accusent les pauvres d'être responsables de leur précarité, qui les enferment dans des idées reçues humiliantes et dangereuses pour la cohésion sociale.

C'est tout cela que nous voulons porter pendant cette future année électorale en invitant chacun à prendre le parti de la fraternité ! ■

# LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : DES RECULS INQUIÉTANTS

Alors que la Cop31 se tient du 9 au 20 novembre en Turquie et que l'Europe a traversé un été caniculaire, où en est la France dans sa politique de lutte contre les changements climatiques ? Conformément à l'Accord de Paris, l'État français s'est engagé à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, mais les politiques mises en place ne vont pas du tout dans ce sens.

PAR **CÉCILE LECLERC-LAURENT**

**+ Un pays moteur sur la scène internationale.** En avril dernier s'est tenue une conférence de sortie des combustibles fossiles à Santa Marta en Colombie, et la France y a joué un rôle moteur en présentant un plan de sortie des énergies fossiles. Mais même si ce symbole est fort, dans les faits, le pays n'a pas pris de nouvel engagement contraignant.

**+ L'accès aux véhicules électriques favorisé au premier regard.** Depuis 2024, le gouvernement a mis en place le "leasing social" qui permet aux plus modestes d'accéder aux véhicules électriques avec des mensualités de 100 euros. Mais dans les faits, ce leasing peine à toucher les premiers déciles faute d'accompagnement.

**- Une politique de rénovation énergétique en déclin.** Depuis deux ans, la politique de rénovation énergétique de la France *via* le dispositif Ma Prime Rénov' connaît des freins inquiétants : les plafonds de travaux ont été baissés de 70 000 à 40 000 euros, les avances de fonds sont moins élevées, et les aides se resserrent sur des "mono-gestes" et non plus sur la rénovation globale. Une pompe à chaleur sera par exemple financée sans prendre en compte l'isolation, ce qui est un non-sens environnemental et financier pour les personnes. Par ailleurs, le gouvernement souhaite revenir sur l'interdiction de location des passoires thermiques.

**- La coupe des aides à la mobilité.** La prime à la conversion a été supprimée, de même que la prime au vélo électrique ou au covoiturage au niveau national. Quant au Fonds vert (qui sert à financer les collectivités dans leurs projets de transformation écologique), il a connu une forte baisse, passant de 2,5 milliards d'euros en 2024 à 800 millions d'euros en 2026 !

**- La fin des ZFE : et maintenant ?** La suppression des zones à faibles émissions ne résout pas les problèmes de pollution et donc ses impacts sur la santé. Sachant que l'Union européenne vient de voter une nouvelle directive renforçant les normes de qualité de l'air, d'ici 2030, la France sera de nouveau passible de sanctions car une cinquantaine de collectivités dépasseront les seuils.

**- Un soutien sans faille à l'agriculture industrielle.** La loi urgence agricole en cours entérine des reculs environnementaux avec la réintroduction des méga-bassines ou de pesticides dévastateurs pour l'écosystème. Le gouvernement donne le sentiment d'opposer les enjeux agricoles et écologiques, alors que des alternatives existent pour concilier revenu des agriculteurs, souveraineté alimentaire et protection de l'environnement. ■

## REPÈRES

**Engagement de la France sur la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre<sup>1</sup> :**

**5 %/AN**

**Baisse réelle en 2025 :**

**1,5 %**

1 Stratégie nationale bas carbone, adoptée à la suite de l'Accord de Paris.  
Source : Citepa





## NOTRE ALTERNATIVE

PAR **DAPHNÉ CHAMARD-TEIRLINCK**, CHARGÉE DE PLAIDOYER TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE AU SECOURS CATHOLIQUE

# « L'INACTION CLIMATIQUE VA NOUS COÛTER CHER »

« Depuis deux ans, nous assistons à un net recul dans la lutte contre les changements climatiques. Les gouvernements sacrifient les politiques environnementales sur l'autel des contraintes budgétaires. Or cette inaction a un coût à long terme, environnemental mais aussi économique. Nous voyons aujourd'hui que l'augmentation du prix du pétrole impacte le budget des ménages, et que l'aide au carburant mise en place coûte cher à l'État tout en étant insuffisante pour les plus pauvres. À court terme,

ces reculs ont des impacts très concrets sur les plus précaires : ils voient leur facture d'énergie augmenter, renoncent à se déplacer et ont donc moins accès à leurs

“  
NE PAS INVESTIR  
AUJOURD'HUI COÛTERA  
BIEN DAVANTAGE  
DEMAIN.  
”

droits. Sur le terrain, au Secours Catholique, on constate des privations et des arbitrages impossibles

entre se chauffer et se nourrir. C'est regrettable car nous avons pris une bonne voie avec Ma Prime Renov' et les aides à la mobilité. Nous devons retrouver le niveau de 2024 pour l'accès des plus précaires à la rénovation énergétique. Et changer de boussole : les contraintes budgétaires existent, mais ne pas investir aujourd'hui coûtera bien davantage demain. La France doit se montrer à la hauteur des ambitions qu'elle affiche sur la scène internationale. Il est urgent de baisser nos émissions de gaz à effet de serre tout en étant attentifs aux plus précaires. » ■

## DROIT DE SUITE

## INTERNATIONAL : L'APRÈS-COP30

Les discussions sur le financement de l'adaptation climatique sont au point mort un an après la Cop30, à l'issue de laquelle les États s'étaient engagés à tripler l'aide internationale. En cause, un « *manque de volonté des pays riches alors que les besoins des pays du Sud sont énormes, de l'ordre de 370 milliards de dollars par an*

*selon l'ONU* », déplore Marta La Placa, chargée de plaidoyer au Secours Catholique. Les échanges concernant le Mécanisme de transition juste, eux, se poursuivent. Ce nouveau dispositif, établi lors de la précédente Cop, permettra d'intégrer les principes d'équité et de justice sociale dans les plans climatiques nationaux, de ga-

rantir une répartition plus équitable des financements et de mettre en commun les bonnes pratiques. Les modalités de sa mise en œuvre seront débattues lors de la Cop31, en novembre. Pour le Secours Catholique, « *il est essentiel d'y associer les personnes concernées, notamment les peuples autochtones* ». ■

**D.O.K.**



# RÉDUIRE LA FRACTURE ÉCOLOGIQUE

PAR **DJAMILA OULD KHETTAB**

Dans l'Isère, les municipalités de Grenoble, d'Échirolles et de Pont-de-Claix ont chacune mené un travail de recherche approfondi afin de mieux comprendre comment les fractures sociales et écologiques s'imbriquent sur leur territoire. Objectif : adapter la politique de solidarité locale aux besoins réels pour mieux protéger les plus fragiles.

▲ La municipalité de Grenoble envisage d'installer des jeux d'eau supplémentaires dans la ville faisant suite aux recommandations de l'Analyse des besoins sociaux (ABS).

« **E**n ville, le choc climatique se vit-il différemment en fonction du quartier que l'on habite et de son niveau de revenu ? Dans l'Isère, les municipalités de Grenoble, d'Échirolles et de Pont-de-Claix ont décidé de mieux comprendre comment les inégalités socio-spatiales et écologiques se superposent sur leur territoire. Pour cela, elles ont accordé une place centrale aux ques-

tions environnementales dans leur dernière Analyse des besoins sociaux (ABS). « *On voulait creuser un sujet sur lequel on réfléchit depuis plusieurs années et pour lequel on manquait d'indicateurs* », confie Hélène Joseph, chargée de projets au Centre communal d'action sociale (CCAS) d'Échirolles. Depuis 2016, les villes de plus de 2 000 habitants ont l'obligation de produire une ABS au cours d'une mandature. Le but de ce diagnostic territorial est d'évaluer la réalité des besoins et l'efficacité des politiques publiques mises en œuvre pour y répondre, explique Mélissa Kamarinos, chargée de projets au CCAS de Pont-de-Claix. « *C'est pour les élus un outil d'aide à la décision, dit-elle. Quand on connaît mieux* »



## LES BESOINS IDENTIFIÉS

## ANALYSE DES BESOINS SOCIAUX (ABS)

**3,8 millions**

de personnes sont mal logées, soit près de 6 % de la population française, selon la Fondation pour le logement.

**1/2**

des logements sont considérés comme des bouilloires thermiques, selon une étude d'Ignes-Pouget.

**13 millions**

de Français sont en précarité mobilité, selon le Baromètre des mobilités.

## L'IDÉE



Intégrer une dimension écologique dans un diagnostic territorial des inégalités afin de **réduire la double fracture, sociale et écologique**, au niveau local.



## AVEC QUI ?

- ▶ CCAS
- ▶ Différents services municipaux (environnement, aménagement du territoire, solidarités)
- ▶ Des structures de solidarité
- ▶ Des habitants, notamment en précarité
- ▶ Des travailleurs sociaux



## LES OBJECTIFS

Identifier les habitants et les espaces surexposés aux effets des variations climatiques.

Évaluer l'efficacité des dispositifs et adapter les politiques de solidarité aux besoins réels.

Aider les plus fragiles à s'adapter aux effets des dérèglements climatiques.

Repérer et valoriser des actions d'adaptation aux changements climatiques, portées par des travailleurs sociaux, des associations ou des collectifs de citoyens.



## LES LEVIERS DE RÉUSSITE

- ✓ Mobiliser des ressources humaines en interne et des moyens financiers pour mener à bien une ABS.
- ✓ Se tourner vers l'Union nationale des centres d'action sociale communaux (UNCCAS), qui propose un guide pratique et des formations pour réaliser une ABS.
- ✓ Privilégier une approche transversale et pluridisciplinaire, avec les services de la ville, les habitants, les travailleurs sociaux, les acteurs de la solidarité sur le terrain.
- ✓ Porter à la connaissance des parties prenantes et du grand public les conclusions de l'enquête.

» sa population, on arrive à mieux orienter les politiques sociales. »

Pour piloter cette étude, qui met en lien les problématiques sociales et les enjeux climatiques, chacune des villes mobilise une personne référente (salariée de CCAS) et crée un comité de suivi technique réunissant différents services municipaux. Durant plusieurs mois, les équipes collectent des données sociodémographiques et sondent des professionnels de l'action sociale et des habitants. Confort des logements, accès à une alimentation saine, transports... Les questions portent sur différentes formes de vulnérabilité. À Échirolles, la ville la plus pauvre de la métropole grenobloise, un groupe de travail regroupant des acteurs de la solidarité aide à identifier et à rencontrer des témoins. À Pont-de-Claix,

la recherche se limite au quartier prioritaire des Olympiades. Les enquêteurs se rendent à plusieurs reprises dans ces barres d'immeubles pour faire du porte-à-porte. Près d'une centaine de personnes sont interviewées.



**RECUEILLIR LA PAROLE  
DES HABITANTS,  
UNE ÉTAPE-CLÉ.**

Recueillir la parole des habitants est une étape-clé dans la réussite d'une ABS. « C'est crucial pour mesurer avec finesse les besoins », estime Oriane Amstoutz, cheffe de projets développement durable à la Ville de Grenoble. « Sans cela, on serait passé à côté de certaines

choses. » Par exemple, le fait que des habitants de la ville soient piégés dans des espaces urbains fortement minéralisés, qui créent des îlots de chaleur. À l'instar des familles qui n'ont les moyens ni de partir en vacances ni de se rendre dans les massifs montagneux à proximité pour profiter d'un peu de fraîcheur. « En transports en commun, disent-elles, c'est trop compliqué », rapporte Oriane Amstoutz. Ces familles vont investir dans un climatiseur pour leur bien-être mais, en conséquence, vont devoir se restreindre sur d'autres postes de dépenses. » Aller à la rencontre des plus marginalisés pour tenir compte de leur expérience n'est toutefois pas simple. « Parfois, les gens ne maîtrisent pas la langue française », souligne Mélissa Kamarinos. Le fait qu'on soit des agents de la ville peut aussi biaiser leurs réponses. »



**DELPHINE BONJOUR, CHARGÉE DE RELATIONS  
INSTITUTIONNELLES AU SECOURS CATHOLIQUE**

## L'IMPORTANCE DE CROISER LES ENJEUX

« Nous encourageons les bénévoles du Secours Catholique mandatés auprès des conseils d'administration des Centres communaux d'action sociale (CCAS) à demander au maire de leur commune de réaliser une Analyse des besoins sociaux en prenant en considération les impacts climatiques sur les personnes les plus pauvres. C'est la priorité de leur mandat, car nous estimons qu'il est essentiel d'aller au plus près des publics précaires pour voir comment ils sont affectés par les changements climatiques, tant au niveau de l'alimentation et du logement que des transports. On a bien conscience que les CCAS, en tant que premiers acteurs sociaux dans la commune, ont beaucoup à faire. On juge néanmoins qu'il est utile de prendre le temps d'analyser les enjeux croisés sur un territoire. L'analyse permet de repérer des situations de fragilité et de mieux répondre aux besoins. » ■

### Îlots de chaleur

Pour étoffer son enquête, la municipalité de Grenoble décide de réaliser une cartographie des inégalités sociales face aux changements climatiques. Une méthode d'observation inédite pour la Ville, qui fait appel à l'expertise de l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise (AURG). Ensemble, elles divisent le territoire en carrés de 200 mètres de côté – l'échelle la plus fine possible – et, pour chaque secteur, croisent des informations sur le niveau de vie des ménages vulnérables (personnes âgées de plus de 60 ans, enfants de moins de 6 ans...) et des indicateurs environnementaux (îlot de chaleur urbain, densité de la canopée, distance par rapport au parc, qualité de l'air...). Ce travail de longue haleine permet d'identifier des zones critiques jusque-là passées sous les radars.



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCDF

Comme les tours construites dans les années 1960 sur les grands boulevards qui traversent la "capitale des Alpes", particulièrement exposées à la pollution atmosphérique. « Les ménages occupant ces logements, dont beaucoup sont en précarité, doivent être considérés en priorité », déclare Oriane Amstoutz.

Dans les trois communes, les analyses des besoins sociaux aboutissent à une même conclusion : la lutte contre les bouilloires thermiques et les dômes de chaleur est une urgence. « Sept enquêtes sur dix disent avoir trop chaud dans leur

logement en été », précise Mélissa Kamarinos, qui a dirigé l'ABS à Pont-de-Claix. « L'étude a permis de repérer les bâtiments qui posent un problème. » « Il faut élaborer à court terme une politique publique du rafraîchissement pour répondre aux phénomènes de surchauffe », constate Oriane Amstoutz, qui a participé à l'ABS de Grenoble. Parmi les chantiers prioritaires, la végétalisation d'espaces publics, l'aménagement de sites de baignade ou encore l'installation de toiles d'ombrage, de jeux d'eau et de nouvelles fontaines publiques. L'autre priorité est de repenser l'accueil dans les

lieux de fraîcheur ouverts à tous tels que les bibliothèques municipales ou les maisons de quartier, très fréquentées en période de forte chaleur. « L'Analyse des besoins sociaux nous a fait prendre conscience de l'importance de ces refuges climatiques, explique la responsable. Or ces espaces ne sont pas faits pour recevoir beaucoup de monde. Ils ne disposent pas de distributeur d'eau. Les agents prennent ainsi sur leur temps de travail pour remplir des gourdes ou des carafes. » Depuis la publication de l'étude, en mars, la Ville a entrepris un diagnostic énergétique des maisons de quartier pour rendre prioritaires celles qui sont à rénover.

## Foyers précaires

Changer de regard sur les personnes en précarité et leur rapport à l'écologie est tout aussi essentiel, considère Hélène Joseph, qui a conduit l'ABS d'Échirolles. « Contrairement aux idées reçues, les habitants, même les plus précaires, sont tout sauf insensibles à la crise climatique, assure-t-elle. Ce qui m'a frappée dans les entretiens que j'ai menés dans des jardins partagés, des épiceries solidaires ou des recycleries, c'est le plaisir des gens d'agir ensemble et de contribuer de manière collective à quelque chose de positif pour la collectivité. » Et de conclure : « L'énergie qui émane de ces groupes, c'est vraiment là-dessus qu'il faut s'appuyer. On devrait changer le fusil d'épaule et en finir avec une approche prescriptive, voire punitive, de l'écologie. » ■

ILS Y PENSENT AUSSI PAR **DJAMILA OULD KHETHAB**



PROGRAMME NATIONAL

## UN INCUBATEUR POUR LA TRANSITION JUSTE

La Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) a lancé en mars le programme Aster (Acteurs de la solidarité engagés pour la transition écologique et la résilience des territoires). Ce programme d'accompagnement vise à permettre à des structures de la solidarité de s'approprier les enjeux climatiques et d'agir contre les inégalités socio-environnementales. Ainsi, huit structures – halte humanitaire, chantier d'insertion, centre d'hébergement d'urgence... – suivent un cycle de formation de neuf mois dans l'objectif de faire émerger des actions collectives de transition juste. ■

+ Plus d'infos sur : [federationsolidarite.org](https://federationsolidarite.org)

LOOS-EN-GOHELLE

## SOIGNER LES LIENS

Dans le Pas-de-Calais, la commune de Loos-en-Gohelle a réalisé l'an dernier un diagnostic de ses vulnérabilités (climatiques, sociales, technologiques...) afin d'élaborer une nouvelle feuille de route pour combattre les fractures sociales et écologiques sur son territoire. Ce travail, baptisé la "Boussole loosoise", a mis en évidence la nécessité de lutter contre l'isolement des personnes en précarité, notamment des femmes seules. Pour ce faire, la municipalité mise sur des actions de proximité. Elle tient à jour le registre communal des personnes vulnérables en encourageant, *via* les médias locaux, les ménages à se faire connaître. Elle a recruté de nouveaux animateurs chargés de rendre visite aux personnes fragiles déjà identifiées, à leur domicile. Elle collabore aussi avec la "Réserve communale", une association de bénévoles mobilisables en cas d'urgence climatique, à l'image de la chaîne de solidarité mise en place lors de la pandémie de Covid. « *Plus on se rapproche des gens, plus on va les connaître et tisser des liens de confiance* », explique Geoffrey Mathon, maire de la commune, « *et plus on a la capacité de comprendre les besoins et d'agir ensemble.* » ■

+ Plus d'infos sur : [loos-en-gohelle.fr](https://loos-en-gohelle.fr)

RETOUR SUR...

## DANS LES ARDENNES, UNE ÉPICERIE SOLIDAIRE EN CIRCUIT COURT

Depuis 2022, dans la vallée de la Meuse, Épi'soleil, une épicerie solidaire itinérante créée par le Secours Catholique, propose exclusivement des produits frais et locaux. L'idée est née d'un double constat de précarité alimentaire et relationnelle, avec pour objectifs principaux de créer ou recréer du lien et de donner aux personnes l'accès à une alimentation

digne et durable. Ouverte à tous, mais proposant des tarifs variables selon les revenus, Épi'soleil ne met en rayon ni invendus de supermarché ni produits donnés par la Banque alimentaire. Elle s'approvisionne auprès d'une dizaine de fournisseurs locaux et fonctionne comme un groupement d'achat. Une semaine sur deux, chaque "client" passe commande des pro-

duits et des quantités qu'il souhaite. Et la semaine suivante, c'est la livraison. Pour Pascale Adrian, animatrice au Secours Catholique, le fait de partir des souhaits et besoins exprimés par les adhérents de l'épicerie revêt un double intérêt : « *Cela évite le gaspillage et redonne du pouvoir d'agir à des personnes en leur proposant de choisir leur alimentation.* » ■ **Benjamin Sèze**

PAR DAMIEN LEFAUCONNIER

## LES RELATIONS INVISIBLES DE LA JEUNESSE DES QUARTIERS POPULAIRES

Dans sa thèse publiée aux éditions Le Bord de l'eau, *Grandir en cité : la socialisation résidentielle de "jeunes de cité"*, Mickaël Chelal, qui a grandi en Seine-Saint-Denis, dresse un portrait plein de tendresse d'une organisation sociale bien établie entre « *les petits* » et « *les grands* ». Sans omettre les difficultés inhérentes à la vie de quartier, il donne vie aux interactions méconnues entre les garçons et les filles, où la question de l'appropriation de l'espace public est centrale.

Quand Mickaël Chelal présente "sa" cité des Marnaudes, un ensemble dont la première mouture a jailli de terre en 1959 à Rosny-sous-Bois, il le fait avec l'enthousiasme d'un guide professionnel. Il commence sa démonstration par la description d'un de ces nombreux squares piétonniers qu'on traverse en s'enfonçant dans la cité : tous agrémentés d'arbres, ils forment des espaces communs aux immeubles d'habitation. « *Chacun de ces squares est entouré d'un bâtiment de dix étages, de trois autres de cinq étages et d'une tour de cinq étages qui fait la jonction avec le square suivant* », décrit-il. « *Ils sont les premiers espaces de jeux, à partir de six ans, parfois même trois ans. Il est très courant que les enfants s'appellent depuis le bas des immeubles. Les parents les surveillent depuis les logements, car les salons sont majoritairement orientés vers l'intérieur des squares. En grandissant, ces limites géographiques éclatent* », explique le chercheur.

Aux Marnaudes naissent, depuis quatre générations, les enfants de ceux qu'il appelle « *les classes populaires issues des migrations* », et dont il fait partie. Venant d'une famille originaire de Kabylie, le jeune homme a passé toute sa jeunesse dans cet espace urbain de 70 bâtiments, qui regroupe 8 000 habitants. Devenu adolescent, Mickaël a progressivement ac-

quis la réputation d'être "l'intello" de la cité, et s'est tourné vers une profession à la hauteur de ses qualités analytiques : la sociologie. « *C'est s'intéresser à la vie d'autrui* », résume-t-il, tandis qu'il est aujourd'hui enseignant vacataire à l'université du Havre.

Deux raisons ont motivé le chercheur, aujourd'hui âgé de 34 ans, à mener durant sept longues années son projet d'enquête ethnographique. L'une est familiale :

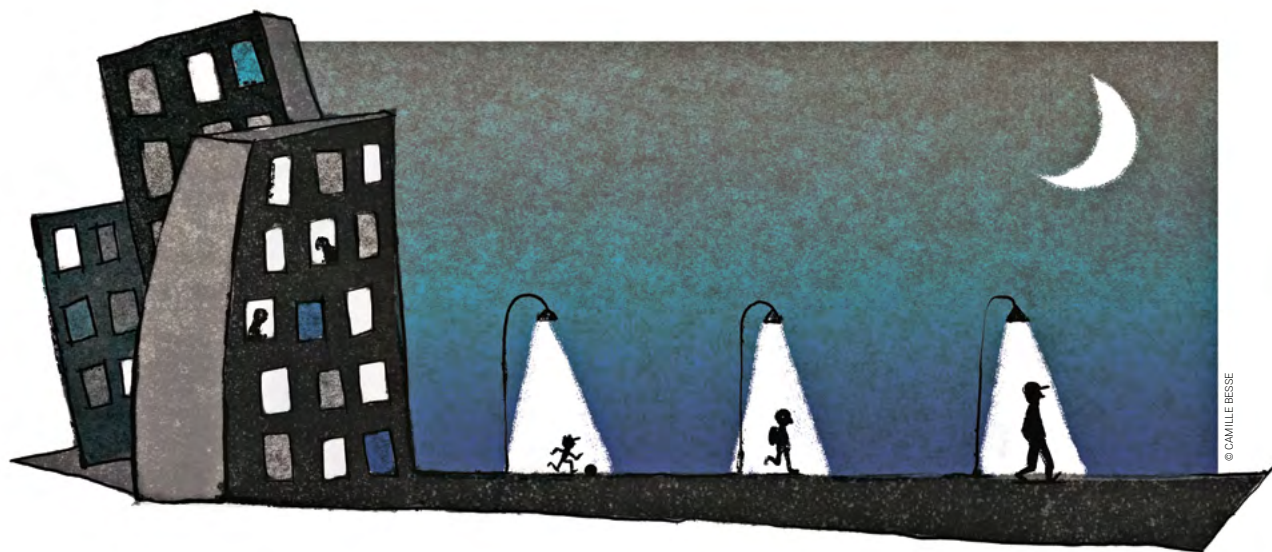
« *Ma grand-mère maternelle est analphabète, explique-t-il, je voulais lui rendre hommage de cette manière. J'ai aussi écrit le livre pour mes parents, donc peut-être aussi, inconsciemment, par rapport à tout ce qu'ils ont vécu et à la migration.* »

L'autre raison vise à « *humaniser* » et porter « *un autre regard* » sur la jeunesse de ce qu'on appelle

“  
L'AUTEUR VISE À « HUMANISER »  
ET PORTER « UN AUTRE REGARD »  
SUR LA JEUNESSE DE CE QU'ON  
APPELLE COMMUNÉMENT  
LES CITÉS.  
”

communément les cités. Car lorsque Mickaël Chelal parle des « *petits* », des « *grands* », des « *garçons et des filles* », il le fait avec beaucoup de tendresse dans la voix. « *Les enquêtes sur les quartiers populaires portent très souvent sur la même frange de la jeunesse : les adolescents et les jeunes hommes de la fraction délinquante* », estime-t-il. Le sociologue a donc décidé d'inclure les enfants et les jeunes femmes dans son projet. Le résultat est un passionnant jeu d'interactions qui se lit comme un roman.

Pour mener son travail de chercheur sur un terrain où lui-même a été promené en poussette, le sociologue >>>



© CAMILLE BESSE

» s'est inspiré d'illustres confrères. « Je me suis beaucoup basé sur un chercheur qui s'appelle Alijah Anderson et qui a travaillé sur le ghetto afro-américain dans lequel il a grandi : il a interviewé des amis à lui, et a été son premier informateur, explique-t-il. Pierre Bourdieu, pour l'un de ses premiers livres, *Le Bal des célibataires*, a également interrogé ses amis dans son village. »

De retour aux Marnaudes, Mickaël se met au travail avec une stratégie : « Je me débrouillais au football, ce qui m'a aidé pour l'enquête. Participer aux matches m'a permis de m'intégrer à un groupe de jeunes hommes qui avaient une vingtaine d'années », relate-t-il. Parallèlement, il se rapproche d'adolescentes âgées d'une quinzaine d'années et de groupes d'enfants.

Il constate rapidement que les jeunes qui vivent dans des logements sur-occupés utilisent l'espace public comme une extension de leur espace privé. « Les garçons vont s'approprier des micro-espaces jusqu'aux espaces interstitiels : les halls d'immeubles, les caves, les étages, les voitures. Les filles, remarque-t-il, investissent surtout des espaces d'intimité comme des bancs, à la vue de tous. » Cette exploration permanente de leur territoire amène les garçons à débusquer les moindres recoins cachés, tels ceux présents dans le centre commercial Rosny 2, situé en bordure de la cité : « Par exemple, l'un des jeux est d'entrer à vélo dans la galerie commerciale et d'aller le plus loin possible avant de se faire attraper, raconte-t-il. Les enfants de 8 à 10 ans jouent également à cache-cache dans le parking avec les vigiles, parce qu'ils aiment l'adrénaline. »

D'après Mickaël Chelal, les jeunes filles adoptent un comportement différent. « Leur socialisation de genre est particulière, et c'est dû à l'une des caractéristiques des membres des classes populaires et des migrations : comme ils vivent dans des logements sur-occupés, les frontières entre le monde des enfants et celui des adultes sont très poreuses, explique-t-il. Les filles vont avoir la charge des petits frères et des petites sœurs. On leur délègue très tôt la surveillance de la fratrie et des tâches ménagères. » Le sociologue rapporte le témoignage de Célia, aujourd'hui adolescente. Ses jeux d'enfant ne l'éloignaient

jamais du domicile familial : « On n'aménageait les cabanes, durant toutes nos années primaires, que pour les enfants de notre square. Un jour qu'on s'ennuyait, on s'est dit qu'on allait faire des gâteaux de terre. Il y avait une sorte de muraille en face de la tour, et une pelouse et de la terre, et chacun faisait son petit carré. On mettait des feuilles dans l'eau, des roses, des fleurs, on les décorait, se souvient-elle. J'étais prête à les rapporter chez ma mère pour les lui donner, en fait ! J'étais super-investie et au final on demandait à un passant d'élire le meilleur gâteau ! »

Les rapports de hiérarchie occupent une place centrale dans l'enquête de Mickaël : tour à tour dominatrice ou protectrice, la figure du « grand » apparaît comme la clef de voûte du fonctionnement des jeunes entre eux. « Les grands ont un pouvoir de contrôle social sur les petits, car le respect des plus âgés au sein des familles

“  
LES JEUNES QUI VIVENT  
DANS DES LOGEMENTS  
SUR-OCUPÉS UTILISENT  
L'ESPACE PUBLIC COMME  
UNE EXTENSION DE LEUR  
ESPACE PRIVÉ.  
”

se déporte dans la rue », analyse le sociologue. Ces relations entretenues dans l'espace public exposent également les plus jeunes à un risque d'embrigadement dans des « relations délictueuses d'initiation à la délinquance », observe-t-il. Dans son ouvrage, il décrit les différentes formes qu'elles peuvent prendre, comme les incitations à voler des téléphones portables qui seront ensuite revendus par des plus âgés.

Les filles n'échappent pas aux interactions avec ces jeunes hommes qui règnent sur la cité. Moins mobiles que les garçons, elles fréquenteront les « grands » qu'elles ont connus durant leur enfance et prendront plus de distance avec les autres, notamment à cause de « leur pouvoir sur les réputations », détaille Mickaël Chelal. « Elles peuvent également nouer des relations très particulières avec eux, que j'ai appelées "les relations de chouchoute" : des grands se prennent d'affection pour elles, dans une dimension familiale, jusqu'à leur faire des petits cadeaux, et elles peuvent obtenir plein de passe-droits. » Le sociologue décrit aussi des rapports dits « individualisés » entre garçons d'âges très différents. Ainsi, un « grand » peut prendre un plus jeune sous son aile pour lui donner des conseils, surveiller son comportement, et cela même s'il n'est pas lié à la sphère fa-

miliaire : « S'il commence à fumer trop tôt, il va lui dire d'arrêter, explique Mickaël Chelal. S'il voit que le petit ne va plus à l'école, il va lui mettre un coup de pression. » Le chercheur décrit longuement la relation que Dadou entretient, depuis des années, avec Loïc, qui est de six ans son aîné. Dès l'âge de 8 ans, ce « grand » de 14 ans s'est comporté avec lui comme un grand frère. Il lui a appris à faire du vélo et a commencé à devenir attentif à ses résultats scolaires. Dadou raconte : « Il me disait : "La cité c'est bien, c'est drôle mais ça va pas payer tes factures plus tard. J'étais comme toi, je faisais le clown, le thug (dur, voyou), j'écrivais 9.7.2 sur toutes les tables [Loïc est martiniquais]. Faut pas faire comme moi, même si tu penses que la France n'aime pas les Noirs et que tu crois que tes profs t'aiment pas, c'est pas une raison. Pense aux darons [parents], toujours », témoigne-t-il auprès du sociologue. Conforté par d'abondants retours sur son livre, Mickaël Chelal espère que ses lecteurs retiendront que les quartiers ne sont pas des « ghettos », où règne la loi de la jungle. « Des logiques sociales font qu'il y a une forme d'organisation qui régule les comportements, les attitudes », assure-t-il. Il poursuit actuellement son étude de la jeunesse des Marnaudes, cette fois à travers ses relations avec les forces de l'ordre. ■



PAR **AURÉLIE MERCIER**, CHARGÉE DE PROJET ET DE PLAIDOYER SOLIDARITÉS FAMILIALES

## « TOUT COMMENCE PAR UN CHANGEMENT DE REGARD »

« Les quartiers populaires des banlieues accueillent une forte proportion de personnes issues d'un parcours migratoire. La pauvreté et la stigmatisation dont elles sont victimes sont corrélées à cette situation. Briser cet héritage, qui provient des choix successifs des politiques publiques, commence par un changement de regard : comment arrêter de parler de cette jeunesse uniquement à propos de faits divers qui touchent ces territoires ? Cette responsabilité est collective et sociétale. Contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, les parents de

ces jeunes ne sont pas démissionnaires : au contraire, ils sont très engagés dans la vie de leur famille. Face aux conditions précaires, les parents se démènent pour permettre à leurs enfants de grandir au mieux. Beaucoup d'entre eux sont absents de la maison car ils travaillent en horaires atypiques ou décalés. Les mamans solo, les familles monoparentales, sont également sur-représentées dans ces quartiers. Le Secours Catholique peut les aider à exercer leur parentalité dans des conditions plus favorables. En outre, à cause de

l'absence de mobilité et d'une forme de ghettoïsation, les enfants n'ont qu'un accès restreint à la culture et aux loisirs. Les initiatives d'accompagnement à la scolarité peuvent les amener à reprendre confiance en eux et à choisir des orientations qui ne leur sont pas assignées par leur lieu de vie. Tous les ans, nous proposons à des dizaines de ces jeunes de partir en colonie de vacances, en compagnie d'enfants qui viennent de toute la France et de tous les milieux. Cela permet la mixité, la rencontre et élargit leur horizon des possibles. » ■

## ENQUÊTE

# ISOLEMENT : UN DÉFI POLITIQUE ET SOCIAL

PAR **BENJAMIN SÈZE**

L'isolement social est encore trop souvent perçu comme un problème personnel qui concerne principalement les personnes âgées, avec des conséquences sur leur santé mentale. Pourtant, selon l'Étude des solitudes 2025 de la Fondation de France, près d'un tiers de la population française est isolée ou en voie de l'être. Et non seulement ce mal touche une population bien plus diverse que les seniors, mais ses conséquences dépassent la seule santé mentale, avec des incidences sur la condition physique, matérielle et/ou sociale des personnes. C'est pourquoi des chercheurs, des acteurs associatifs et des élus recommandent une approche systémique du phénomène et appellent à agir politiquement, tant à l'échelle locale que nationale. ■

COMPRENDRE





XAVIER SCHWEIBEL / SCOF

▲ Jonathan, jeune Réunionnais de 25 ans, a mal vécu, lors de son arrivée en métropole, la séparation d'avec sa famille et l'adaptation à son nouvel environnement.

C'est un joli pommier dont les feuilles poussent au fur et à mesure que la parole se libère. Sur ces feuilles, on peut lire des mots manuscrits tels que "handicap", "accident de la vie", "deuil d'un proche", "arrivée de l'enfant", ou encore "dépression", "pas de relais", "se cacher", "se sentir différent des autres", "ça empêche de prendre soin de soi"...

Ce mardi 16 juin, à la Maison des familles de Villeurbanne, une structure associative spécialisée dans le soutien à la parentalité, une dizaine de femmes âgées de 20 à 70 ans se prêtent à ce temps d'échange sur le thème de l'isolement, écrivant sur des *post-it* les pensées qui les traversent. Elles constituent ainsi le feuillage d'un arbre dessiné sur un tableau. « On se rend compte que c'est le point commun de toutes les personnes qui viennent ici, quelle que soit leur condition sociale », explique Géraldine Viénot, la directrice du lieu.

Dans leur dernière étude annuelle des solitudes, la Fondation de France et le Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) estiment que plus d'une personne sur dix est isolée en France. Si l'on prend également en compte celles et ceux qui n'ont qu'un seul réseau de sociabilité (famille, amis, relations professionnelles, de voisinage ou associatives), « *c'est près d'un tiers de la population (32 %) qui se trouve en situation d'isolement ou proche de l'être* ».

Une situation qui préoccupait déjà Hervé Féron, sénateur de Meurthe-et-Moselle, il y a dix ans. Le 2 juin 2015, dans une question adressée au gouvernement, le parlementaire observait que si « *les personnes âgées sont logiquement les plus affectées* », elles ne sont pas les seules. Il s'inquiétait qu'au regard de leur environnement relationnel « *plus de 40 % des Français* » encouraient le risque de se retrouver isolés en cas d'événements comme la perte d'emploi ou le décès d'un proche. Il évoquait enfin « *la difficulté croissante des individus à développer leurs réseaux de proximité, tout autant qu'à diversifier leur vie sociale* ». Pour conclure, l'élu interrogeait l'exécutif sur « *les mesures (qu'il) entend prendre pour lutter contre (cela)* ». Deux mois plus tard, la ministre déléguée chargée des Personnes handicapées et de la Lutte contre l'exclusion lui répondait en se limitant à détailler le plan national pour les seniors, Monalisa.

Neuf ans s'écoulaient puis, en février 2024, Audrey Bélim, sénatrice de la Réunion, revient à la charge. « *La France ne semble pas avoir pris la mesure de ce fléau contemporain* », écrit-elle au gouvernement. Et elle insiste : « *La solitude ne concerne pas que les personnes âgées* ».

La réponse du ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités porte encore une fois quasi exclusivement sur le « *bien vieillir* ». À une nouveauté près : il annonce le lancement d'une plateforme d'écoute et de signalement à destination des étudiants.

Si, à la suite du confinement et de l'émergence du sujet de la santé mentale chez les jeunes, ces derniers sont récemment apparus sur les radars, nos dirigeants appréhendent encore principalement la question de l'isolement à tra-

vers le prisme du grand âge. Hadrien Riffaut, chercheur-associé au Cerlis et co-auteur des études de la Fondation de France, rappelle pourtant que « *la solitude est plurielle* ». Le sociologue regrette en outre que ce mal soit trop souvent perçu comme « *un problème personnel (...) d'un lien social dysfonctionnel* », plutôt qu'« *un phénomène sociétal qui peut concerner tout le monde, à tous les âges de la vie, (et) pour lequel la société doit investir du temps* ».

et de l'énergie. » Son analyse rejoint celle de la sociologue québécoise Cécile Van de Velde, également spécialiste du sujet, qui propose de « *repolitiser* » la solitude, la considérant comme une question de « *justice sociale* » plutôt qu'une simple « *épidémie* » individuelle.

## Un cercle vicieux

Dans un rapport rendu en 2017 au Conseil économique, social et environnemental (Cese), Jean-François Serres, ancien délé-

gué général des Petits Frères des pauvres, énumère les conséquences de l'isolement social, qui dépassent la simple question de la santé mentale. Il évoque une dégradation de la santé, du fait à la fois d'« *un relâchement d'une attention à soi* » qui peut entraîner

une diminution « *de la fréquence des comportements bénéfiques tels que l'hygiène de vie, l'alimentation équilibrée, l'activité physique, la limitation de la consommation*

*d'alcool ou de tabac...* », et d'un renoncement aux soins qu'il associe notamment au fait de « *vivre seul* », à « *l'absence de contacts avec la famille* », « *l'absence d'aide matérielle en cas de besoin* », ou encore à « *l'absence de responsabilité vis-à-vis d'autrui* ». Il constate ensuite un fort « *recul de la citoyenneté* » chez des personnes qui, plus que les autres, se désengagent de la vie publique, ne votent pas et manifestent une défiance vis-à-vis « *d'organismes ou d'institutions de nature très* »

“  
ISOLEMENT ET PRÉCARITÉ  
SE FONT SOUVENT ÉCHO  
DANS UNE DYNAMIQUE  
D'EMPÊCHEMENT.  
”



FOCUS

## AU ROYAUME-UNI, UN MINISTÈRE DE LA SOLITUDE

Le Royaume-Uni est sans doute le pays qui est allé le plus loin pour faire de l'isolement social un objet de politique publique. En 2018, la Première ministre Theresa May créait un secrétariat d'État à la Solitude. Une stratégie nationale de lutte contre l'isolement est alors adoptée. Chaque ministère doit prendre en compte cette problématique et l'inscrire au cœur de l'action politique. L'une des mesures principales de ce plan est la mise en place d'un dispositif de prescription sociale. Celui-ci implique un

professionnel de santé (généralement un médecin généraliste) qui adresse le patient à un agent de liaison (*link worker*), lequel accompagne le patient vers des activités locales proposées par des acteurs du territoire (associations, activités culturelles ou sportives, soutien social). Un récent rapport du chercheur Alex Smith (*"Only the beginning"*, 2026) fait le point sur cette politique. Si à l'échelle locale les interventions produisent des effets tangibles, à l'échelle nationale les données ne montrent pas de diminution

nette de la solitude. Pour la Fédération française pour les liens sociaux, ces résultats en demi-teinte tiennent à la fois à un manque de continuité politique au niveau national et à la difficulté de mesurer de façon quantitative ce phénomène multidimensionnel. Mais ils rappellent aussi que « *face à une dynamique sociale (qui semble) profonde (...) la question n'est pas seulement celle des politiques à déployer, mais celle des conditions dans lesquelles une société rend possible – ou non – des relations durables* ». ■



XAVIER SCHWENK / F2P

▲ La Maison des familles de Villeurbanne a été pensée comme un lieu de répit et de rencontre pour des parents souvent isolés, qui y trouvent un accueil inconditionnel, une écoute auprès des salariés et bénévoles du lieu, et des pairs avec qui ils peuvent échanger et nouer des liens.

» différente (l'école, les associations, les administrations, les entreprises...) ». Le rapporteur souligne enfin le risque de précarisation de personnes « qui disposaient pourtant initialement de conditions de vie suffisantes ».

« L'isolement social coupe souvent l'accès aux bonnes informations et aux opportunités, d'emploi par exemple. Il éloigne aussi des dispositifs d'aide et d'assistance, qu'ils soient formels ou informels », observe aussi Aurélie Mercier, du département Solidarités familiales au Secours Catholique. « Il tue enfin la confiance en soi et la capacité à se projeter dans l'avenir. »

Isolement social et précarité se font souvent écho dans une dynamique d'empêchement. Un cercle vicieux dont témoigne Brigitte, 72 ans, qui à la suite d'une séparation s'est installée sur le littoral girondin, quittant son cercle d'amis restés en Dordogne. Rapidement, elle s'est trouvée piégée dans une maison mal isolée, dont les factures d'électricité ont grevé

son budget. Désormais, « je ne peux pas sortir, aller au restaurant, faire des cadeaux... Pas même accepter une invitation car je sais que je ne pourrai pas la rendre », dit-elle. Difficile, dans ces conditions, de nouer des liens. De surcroît, « les personnes pensent que je les snobe, regrette-t-elle. C'est très dur de faire comprendre aux autres que je n'ai pas les moyens, ne serait-ce que pour offrir un café.

Je n'ai pas envie de le dire. » Pendant un temps, la retraitée a eu une jeune voisine avec laquelle elle s'entendait bien. Celle-ci l'a plusieurs fois dépannée lorsqu'elle a eu des problèmes d'élec-

tricité ou de chauffe-eau. « Heureusement qu'elle était là, je n'avais pas les moyens de faire intervenir quelqu'un. » Mais la jeune femme a déménagé. Brigitte est désormais complètement seule et sans solution de mobilité, n'ayant pas les moyens de faire réparer ni d'assurer sa vieille voiture. Or elle habite à trois kilomètres du bourg. En Dordogne,

“  
DÉPRIMÉ, JE NE SORTAIS  
PAS DE CHEZ MOI. JE N'OSAIS  
PAS DEMANDER DE L'AIDE.  
”

il arrivait qu'entre amis ou voisins, ils se rendent service en faisant du covoiturage. Ici, conclut-elle, « *heureusement que je peux encore marcher* ».

Selon Hadrien Riffault, l'isolement « *est une souffrance invisible et peu dicible* » qui ne fait pas l'objet de revendications : « *Tout se passe dans la sphère de l'intime.* » Et ce d'autant plus, poursuit-il, que « *par définition, beaucoup de personnes qui sont isolées n'ont plus les capacités relationnelles pour aller dans une association, pour exposer leur problème, pour s'exprimer sur leur situation* ».

Séparé géographiquement de sa famille lors de son arrivée en métropole alors qu'il avait 20 ans, Jonathan, Réunionnais, a mal vécu l'adaptation à son nouvel environnement. « *J'étais triste. J'ai commencé à déprimer* », raconte le jeune homme âgé aujourd'hui de 25 ans. Dans ce cas, « *tu ne sors pas de chez toi, tu n'oses pas demander de l'aide* ». Assis à côté de lui, dans la salle de vie du Foyer des jeunes travailleurs (FJT) d'Apprentis d'Auteuil, à Champs-sur-Marne, Kaylone, 29 ans, a rompu avec sa famille lorsqu'il a eu 17 ans. La situation d'isolement qu'il a traversée ces douze dernières années, il l'a vécue « *sans mettre de mot dessus* ». Ce n'est qu'aujourd'hui, « *avec le recul* », qu'il en prend conscience.

## Repérer les « invisibles »

À Honfleur, dans le Calvados, l'équipe du Secours Catholique a lancé début 2026 le dispositif "Frisbee" pour identifier des personnes isolées qui auraient besoin d'un service et leur proposer d'intégrer un réseau d'entraide. Pour cela, les porteurs du projet misent sur l'intermédiaire de "veilleurs". « *Cela peut être les médecins, les infirmiers ou aides à domicile, les travailleurs sociaux, les agents du Centre communal d'action sociale (CCAS) ou toute personne bien implantée dans le quartier ou le village et qui sait ce qu'il s'y passe* », explique Benoît Rivière, à l'initiative de cette action inspirée du dispositif "Coup de pouce", à Caluire, près de Lyon. C'est également la stratégie imaginée par la ville de Pau dans le cadre de son plan anti-solitude, qui souhaite

s'appuyer sur « *les associations d'écoute, les pompiers, SOS Médecins, les commerçants, les personnels de l'Éducation nationale, les bailleurs sociaux, les centres hospitaliers, les MJC et centres sociaux, les représentants d'associations* ».

## Des facteurs de risque

Plus globalement, explique Hadrien Riffault, « *on sait qu'il y a des événements et des situations propices à la rupture de liens et donc à l'isolement. On pourrait imaginer que dans tous les lieux dont on sait qu'ils accueillent des publics "à risque", soit instauré un dispositif qui permette de repérer les personnes susceptibles d'être isolées ou de le devenir, et de les prendre en charge ou les orienter selon leurs besoins.* » Dans son rapport rendu au Cese, Jean-François Serres cite, comme facteurs d'isolement, « *les maladies chroniques et les pathologies invalidantes* », la pauvreté, la monoparentalité, les séparations, les addictions, le chômage car outre la perte de son réseau professionnel, « *c'est perdre son identité sociale, voire sa valeur sociale* ». À cela on peut ajouter la retraite, le décès d'un proche, la naissance d'un enfant pour les femmes, ou encore la situation des "aidants familiaux" qui sont souvent happés par la charge de leur tâche.

Pour atteindre les « invisibles », des associations expérimentent la démarche d'« aller vers ». C'est le cas, d'ATD Quart-Monde, à travers le porte-à-porte ou les « bibliothèques »

▼ Kaylone, 29 ans, a rompu avec sa famille lorsqu'il a eu 17 ans. S'en est suivi 12 ans d'isolement.



XAVIER SCHWIBEL / SCOF

# COMPRENDRE

» de rue » en s'associant avec des habitants, ou du Secours catholique qui, depuis quelques années, développe les Fraternibus. À Vannes, dans le quartier populaire du square de la Bourdonnaye, l'association donne rendez-vous tous les jeudis après-midi aux résidentes et résidents qui souhaitent se retrouver et discuter autour d'un thé ou d'un café.

« Ce quartier est relativement loin du cœur de ville et contrairement à d'autres quartiers également populaires, il manque cruellement d'animation : pas de magasins, pas de maison de quartier, pas de centre social », décrit Jean-Eudes, bénévole.

« En venant ici, on rompt la solitude individuelle mais aussi l'isolement collectif. » Le Fraternibus est devenu un lieu d'accueil reconnu. « Des intervenants sociaux, comme le point relais santé, en profitent pour venir échanger avec nous et les personnes accueillies », indique Mireille Wilhem-Le Gallo, animatrice de réseaux au Secours Catholique de Vannes. Ce rendez-vous hebdomadaire est souvent une porte d'entrée dans l'association. Parmi les personnes habituées, certaines ont ainsi intégré d'autres activités, comme le théâtre ou les repas partagés, ou sont devenues bénévoles. « Des accompagnements, plus ou moins longs ou difficiles, ont également pu être mis en place (aide à la recherche d'emploi, aide administrative, orientation vers des partenaires...) », précise Mireille Wilhem-Le Gallo.

## Prendre soin

Comment imaginer une politique publique de lutte contre l'isolement ? Créer ou soutenir le développement de lieux d'accueil physique et d'espaces de vie collective est primordial, mais ne semble pas suffisant. Pour Hadrien Riffault, le collectif n'est pas une solution miracle et il peut rester inefficace s'il n'est pas lié à une prise en charge individuelle de qualité.

À Villeurbanne, Ouafa, 32 ans, a vécu de longs mois isolée, enceinte, après avoir été licenciée de son emploi de caissière. « Le

fait de ne pas travailler, avec un enfant qui arrivait, m'a créé des angoisses, des peurs », raconte-t-elle. Après l'accouchement, elle a ressenti le besoin de voir du monde. « Je ne supportais plus d'être seule avec mon nourrisson. » Elle a été orientée vers la Maison des familles. Mais au début, « le collectif n'est

pas facile. J'étais déprimée, très méfiante envers les gens, confie la jeune femme. On peut rester isolé tout en étant au milieu d'autres personnes. On a le sentiment de ne pas faire partie de ceux qui nous entourent. » Ce qui a brisé la glace, c'est

d'abord l'« accueil chaleureux » des salariées et bénévoles, « qui t'écoutent vraiment, prennent soin de toi ». Ensuite, la rencontre avec des pairs, « des personnes qui vivent la même situation que toi, qui sont touchées par ce que tu racontes. Tout ça m'a mise à l'aise, m'a poussée à m'ouvrir ».

Pour Géraldine Viénot et Émilie Hulard, salariée du lieu, « on se rend compte, avec les personnes que nous accueillons ici, que la capacité à créer du lien a été très abîmée, souvent par de mauvaises expériences passées et par le regard stigmatisant que porte notre société sur les personnes fragiles. Il y a tout un travail à effectuer, une attitude et un fonctionnement à adopter, pour que la personne reprenne confiance en elle et en les autres, et retrouve du pouvoir d'agir ».

Pour les deux professionnelles, il y a sans doute une réflexion à mener au niveau des dispositifs de droit commun conçus pour aider les ménages en difficulté. « La plupart des familles que nous recevons ne les perçoivent pas comme des lieux sécurisés, elles ont l'impression d'y avoir été vues plus comme un problème à régler que comme des personnes à soutenir. » La double mission d'aide et de contrôle dont sont chargées certaines institutions peut aussi s'avérer problématique. « Beaucoup de parents craignent d'être jugés du fait de leurs difficultés et qu'on les sépare de leurs enfants », souligne Alyette de

“  
LA CAPACITÉ À CRÉER  
DU LIEN EST SOUVENT  
ABÎMÉE PAR DE MAUVAISES  
EXPÉRIENCES PASSÉES  
”



Béru, chargée de plaider à Apprentis d'Auteuil. « La peur du placement les empêche de s'adresser à des dispositifs qui pourraient leur apporter du soutien. Ils se résignent ainsi à être encore plus isolés pour se protéger. »

### Du temps et des moyens

Au FJT de Champs-sur-Marne, Kaylone évoque les nombreuses désillusions et incompréhensions qui ont jalonné son parcours de demande d'aide, avant de finalement rencontrer, à la Mission locale, une conseillère qui « pour la première fois a fait un vrai suivi. Elle a pris mon cas au sérieux et compris qu'elle avait en face d'elle un jeune qui voulait s'en sortir. C'est elle qui m'a orienté ici. » En deux mois de présence au foyer d'Apprentis d'Auteuil, sa situation s'est nettement améliorée. « Les salariés sont disponibles. Ils t'écoutent et tout de suite réfléchissent avec toi, ils te conseillent, te proposent des pistes de solution, et surtout te disent "tiens-nous au courant". On sent qu'ils sont concernés par ta situation. »

Lutter contre l'isolement demande du temps et des personnes formées, souligne Benoît Reboul-Salze, délégué national d'ATD Quart

Monde : « Le travail social ne se fait pas tout seul. » Le responsable associatif perçoit deux biais dans une politique publique de lutte contre l'isolement qui serait mal pensée. Le premier serait d'imaginer des lieux sans mettre les moyens humains nécessaires. Le second serait que l'État se repose sur les associations pour remplir sa mission. « Soutenir les initiatives de la société civile est important, précise-t-il. Mais dans une dynamique de complémentarité et non de substitution. »

Un point de vue que partage Tarik Touahria, président de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSSF). « L'État dématérialise les services publics, ce qui produit un isolement massif, et ensuite confie aux associations la sous-traitance de cet abandon », dénonce-t-il. Plus largement, le président de la FCSSF considère qu'on ne peut combattre l'isolement si on élude le fait qu'il provient du fonctionnement même de notre société. « L'enjeu n'est pas seulement que les personnes actuellement isolées ne le soient plus, estime-t-il. Il porte aussi sur ce qui, d'un point de vue systémique, fabrique de l'isolement et sur la manière de le combattre. » ■

▲ En Vendée, dans la périphérie de la Roche-sur-Yon, l'équipe du Fraternibus invite à cuisiner pour le repas partagé du jour. Ce choix du collaboratif, permet de rompre la relation aidant/aidé et de redonner du pouvoir d'agir aux personnes isolées.

## L'ENTRETIEN

# « LUTTER CONTRE L'ISOLEMENT APPELLE UNE RÉVOLUTION CIVILISATIONNELLE »

Comment la question de l'isolement social est-elle perçue aujourd'hui par nos politiques ? Quelles mesures pourrait-on imaginer pour lutter contre ce phénomène aux causes et aux conséquences multiples, qui concerne aujourd'hui près d'un tiers de la population ? Entretien avec Anne Souyris, sénatrice de Paris, membre de la commission des Affaires sociales et co-auteur d'un livret thématique sur le sujet publié en mai par Les Écologistes.

PROPOS RECUEILLIS PAR **DANIEL DEFRESNE** ET **BENJAMIN SÈZE**

## PARCOURS

### ANNE SOUYRIS

**1964 :**

née à Angoulême.

**2017 :**

est élue adjointe à la maire de Paris chargée de la santé.

**2023 :**

est élue sénatrice de Paris.

### DANIEL DEFRESNE

**1951 :**

né à La Garenne-Colombes.

**2011 :**

pousse la porte de l'accueil de jour du Secours catholique, La Rampe, à Colombes, alors qu'il vit à la rue.

**2019 :**

entre au Conseil d'animation national du Secours catholique.

**Depuis 2022 :** est membre du bureau du Secours catholique des Hauts-de-Seine.

**Benjamin Sèze :** Vous êtes à l'initiative d'un livret sur la lutte contre l'isolement publié par Les Écologistes<sup>1</sup>. Pourquoi avez-vous décidé de vous emparer de ce sujet et de l'introduire dans le débat politique ?

**Anne Souyris :** L'isolement est le premier sujet qu'on a mis sur notre programme 2027. Cela m'a particulièrement intéressée parce que je me suis dit que ce phénomène était la source d'énormément de problématiques que l'on rencontre dans notre société, comme le déclin social, le suicide, la haine de l'autre, la reproduction sociale... et que l'enjeu de lutter contre l'isolement devait éclairer le reste de notre programme. Et puis, ce n'est pas un sujet qui suscite la controverse, mais il peut au contraire concilier. Le constat de la solitude subie par de nombreuses personnes et de la nécessité d'agir est assez partagé au sein de la classe politique. Lorsque j'ai, par exemple, réalisé une mission sur les Ehpad, l'idée d'avoir dans ces établissements des lieux collectifs qui dépassent l'Ehpad, qui soient

mixtes en termes d'âges, qui soient des espaces d'accès aux services publics et des lieux de convivialité, cela a fait l'unanimité, tous partis politiques confondus.

**B.S. :** Aujourd'hui, comment cette problématique est-elle appréhendée par la classe politique ?

**A.S. :** Je le constate au Sénat, où la majorité n'est pourtant pas de ma sensibilité politique, c'est un sujet œcuménique, qui n'est pas clivant. Cela implique simplement un nouveau regard systémique sur la société : comment trouver un chemin pour résoudre les différentes problématiques nourries par ces situations d'isolement ? Il serait d'ailleurs intéressant de créer une commission d'enquête sur la question. Cela permettrait



d'avoir un regard transpartisan, pour tenter de lancer une dynamique sur le sujet.

**Daniel Defresne :** Les politiques de lutte contre l'isolement ciblent aujourd'hui essentiellement les personnes âgées, et plus récemment les jeunes (en particulier les étudiants). Pourquoi ces ciblage sur ces populations spécifiques ? En ce qui me concerne, ce n'est pas tant mon âge que ma précarité qui m'isole. Et je vois au Secours Catholique des personnes de tous âges qui sont dans la même situation que moi.

**A.S. :** C'est parce qu'en France, on fonctionne en silos, et le plus évident était celui des personnes âgées, donc on s'est politiquement précipité sur ce sujet. Depuis, le

Covid a permis de voir que l'isolement concernait tout le monde, avec des populations particulièrement touchées : les familles monoparentales, les personnes handicapées, les jeunes, les ménages très précaires... Mais six ans après le Covid, on n'a pas fait grand-chose de ce constat. C'est

“

**BEAUCOUP DE LIEUX OU D'ACTIVITÉS OÙ ON PEUT CRÉER DU LIEN SONT PAYANTS.**

”

pourquoi il serait peut-être temps de passer à l'action. Cependant l'isolement est multifactoriel et il produit des conséquences dans

des domaines très divers (santé, emploi, accès aux droits...). Il faut donc une réflexion globale qui implique différentes institutions, différents ministères. Et passer du "silo" au "transversal" n'est pas dans la culture de notre administration. Dans notre livret, nous proposons que ce sujet soit pris en charge par un ministre intersectoriel, directement rattaché au Premier ministre. Mais on peut y arriver plus facilement en partant du niveau local où les différents acteurs souvent se connaissent et ont davantage l'habitude de travailler ensemble.

**D.D. :** Beaucoup de lieux ou d'activités où l'on peut créer du lien sont payants. Or lorsqu'on est en précarité, comme c'est mon cas, on donne la priorité aux dépenses »



fondamentales que sont la nourriture, l'habillement et les produits d'hygiène. Le manque de moyens empêche d'avoir une vie sociale.

**A.S. :** Toute une réflexion existe déjà, et elle est à approfondir, sur l'aménagement de l'espace public pour le rendre propice à la rencontre : il s'agit d'encourager à la fois l'intergénérationnel et la convivialité dans la ville, dans des lieux qui sont empruntés par toutes et tous et qui sont gratuits. C'était un peu l'état d'esprit quand ont commencé à être créées les "Rues aux enfants" aux abords des écoles. Éviter le passage des voitures avait évidemment un objectif de sécurité, mais aussi celui de créer un espace commun avec des bancs, de la verdure, où tout le monde, y compris les personnes âgées, les gens un peu seuls, peuvent se poser et participer au moment. Peut-être faudrait-il également développer et diversifier les lieux gratuits, comme

aujourd'hui les bibliothèques municipales, en les créant ou en soutenant des initiatives privées ou associatives, comme les tiers-lieux. On pourrait aussi imaginer des cafés subventionnés, par

“  
**LA « PRESCRIPTION  
SOCIALE » QUI EXISTE AU  
ROYAUME UNI, PERMET À  
UNE PERSONNE ISOLÉE DE  
SE FAIRE PRESCRIRE UNE  
ACTIVITÉ CULTURELLE,  
SPORTIVE...**  
”

exemple. Enfin, dans notre livret, nous reprenons le principe de "prescription sociale" qui existe au Royaume-Uni, selon lequel une personne isolée peut se faire prescrire une activité culturelle, sportive... Et on peut imaginer que, comme les

médicaments, cette prescription soit remboursée, au moins pour les personnes qui n'ont pas les moyens. C'est un peu le principe de l'"ordonnance verte", expérimentée dans certaines villes, qui consiste en ce que des professionnels de santé prescrivent à des femmes enceintes l'accès gratuit à des paniers de fruits et légumes bio. Ce serait intéressant, même si cela aurait nécessairement un coût pour les collectivités.

**D.D. :** Qu'est-ce qui coûte le plus, finalement ? Moi, par exemple, suite à un accident qui m'a durablement handicapé, je suis un parcours de rééducation. Aujourd'hui, je continue à me rendre à l'hôpital toutes les semaines, bien que je constate que je ne progresse plus. Mais si je m'y rends encore, c'est parce que c'est mon seul espace de socialisation. Et ça coûte de l'argent à la collectivité.

**B.S. :** Dans un rapport rendu au CESE en 2017, l'auteur Jean-François Serres évoque d'ailleurs les "coûts cachés" de l'isolement, notamment du fait de son impact négatif sur la santé des personnes.

**D.D. :** Pour revenir à l'hôpital de jour où je me rends, j'aime y aller car c'est un lieu où on est bien accueilli, on prend soin de nous. Les autres patients sont ouverts à la discussion, on parle de beaucoup de choses, de cinéma par exemple. Et puis c'est mixte socialement, ce n'est pas stigmatisant. Quand je vais à l'aide alimentaire, cela n'a rien à voir. Les gens ne sont pas contents d'être là, ils sont tendus, craignent de ne pas avoir ce dont ils ont besoin, se méfient des autres. Personne ne se parle. Ce que je veux dire, c'est qu'on peut rester isolé dans du collectif. Il ne suffit pas d'ouvrir des lieux, il faut les penser de manière à favoriser le lien.

**A.S. :** Cela me fait penser à ce qu'on a instauré dans les espaces PMI (protection maternelle et infantile) quand j'étais adjointe à la santé à la mairie de Paris, avec les mères isolées quelle que soit leur condition sociale. On avait formé des agents pour animer des ateliers cuisine, des ateliers autour des enfants, des ateliers sur le baby-blues, sur de nombreux sujets du quotidien que rencontrent les parents, et particulièrement les mères. Ils étaient très fréquentés. On crée du collectif qui permet du partage avec les pairs, au sein duquel les personnes peuvent participer. Effectivement, il est nécessaire de réfléchir à la manière dont on recrée de la convivialité, de la mixité, du soutien, de la solidarité... Peut-être dans une vision plus horizontale, avec les personnes et pas seulement pour elles.

**D.D. :** On peut créer des espaces collectifs, publics, citoyens ou associatifs, pensés pour favoriser le lien, mais un problème persiste : beaucoup de personnes isolées ne sont pas disponibles pour connaître ces lieux et s'y rendre, car prises par les démarches administratives, la recherche d'emploi, la gestion du foyer et des enfants... Je pense particulièrement aux mères seules, à celles qui sont au chô-

“  
IL EST NÉCESSAIRE DE  
RÉFLÉCHIR À LA MANIÈRE  
DONT ON RECRÉE DE  
LA CONVIVIALITÉ, DE LA  
MIXITÉ, DU SOUTIEN, DE LA  
SOLIDARITÉ...  
”

mage et qui ne peuvent pas faire garder leurs enfants. Comment créer de la socialisation dans des lieux dont ce n'est pas la mission première (les administrations, les structures d'aide) ?

**B.S. :** Au Secours Catholique, la question du lien est centrale dans la plupart des actions qui sont menées. Même des lieux qui répondent à un besoin matériel, comme les épiceries ou les boutiques de vêtements solidaires, sont pensés comme des espaces de socialisation avec la possibilité de se poser, prendre un café, échanger avec des bénévoles ou d'autres personnes.

**A.S. :** C'est une bonne idée. On pourrait imaginer en effet des espaces conviviaux avec du personnel formé dans les services publics. Et aussi concevoir, pour animer ces espaces, une collaboration avec des associations. Ces lieux

où les personnes se rendent pour des raisons "utilitaires" pourraient être aussi des espaces de repérage, avec là encore des personnes formées pour repérer les personnes isolées ou en voie de l'être, et pour les prendre en charge ou les orienter, à partir de leurs besoins, vers les bons acteurs ou les bonnes structures. Cela rejoint un peu l'idée de "prescription sociale".

**B.S. :** Il existe aussi toute une réflexion "préventive" et non pas "curative" autour de ce sujet. Plutôt que de chercher des moyens de sortir les personnes de leur situation d'isolement, on essaie d'imaginer une société susceptible d'éviter un délitement du lien social : qu'est-ce qui rend les liens possibles ? Qu'est-ce qui les complexifie ? Qu'est-ce qui les renforce ?

**A.S. :** Nous sommes effectivement dans une société qui génère de la solitude. Il faut qu'on la repense pour recréer du lien autrement. Dans les années 1950, on devait parer à l'urgence. On a construit des grands ensembles, par exemple, pour loger tout le monde afin que les gens ne se retrouvent pas à la rue. On a pensé les structures d'aide et le service public comme des mastodontes, dans une logique quantitative. Aujourd'hui, nous faisons face à de nouvelles problématiques où la question de l'isolement est centrale, et nous devons penser davantage en termes qualitatifs, refabriquer du "bien vivre" à l'intérieur de notre société. Lutter contre la solitude croissante appelle une révolution civilisationnelle. ■

1 «Lutter contre la solitude, 30 propositions pour une écologie du lien !», de Marine Tondelier et Anne Souyris, mai 2026.



ICI ET LÀ-BAS

## INDE : LES OUBLIÉS DES BIDONVILLES

D'ici à 2050, l'Inde pourrait devenir une société majoritairement urbanisée. Stimulée par des départs massifs des campagnes, la croissance phénoménale des villes porte à s'interroger. Comment permettre à des millions de nouveaux citoyens, souvent très précaires, de vivre dignement et de trouver leur place en ville ?

PAR **DJAMILA OULD KHETTAB**

**E**n Inde, chaque minute, une trentaine de personnes en moyenne quittent leur campagne pour s'installer en ville. En pleine croissance depuis une vingtaine d'années, cet exode rural est alimenté essentiellement par de jeunes hommes sans diplôme. Ceux-ci abandonnent leur petite exploitation familiale, les récoltes devenant moins régulières et peu rentables sous l'effet des dérèglements climatiques, explique Margaux Ginestet, chargée de projets Villes durables et inclusives au pôle Asie du Secours Catholique. La plupart viennent gros-

sir les vastes bidonvilles situés en plein cœur ou à la périphérie des mégaloilles indiennes et « occupent des emplois informels : vendeurs de rue, ouvriers dans les chantiers de construction... », poursuit Margaux Ginestet.

Dans ces quartiers immenses et surpeuplés, beaucoup peuvent se sentir bien seuls. Car trouver sa place dans des communautés déjà établies et parfois d'origines ethniques différentes n'est pas simple. « Dans les villages, il y a un lien culturel fort porté par une communauté très soudée », souligne la chargée de projets. « Les personnes qui s'installent en ville

### AVIS D'ACTEUR

**FASSOU DAVID CONDÉ**, POLITOLOGUE À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

## « ÉTRANGERS DANS LEUR PROPRE PAYS »

« **D**ans les pays de l'Afrique de l'Ouest, les États sont dépassés par la pression démographique qui s'exerce sur les villes, l'urbanisation s'accroissant depuis les années 1990. En Guinée, au Togo ou encore en Côte d'Ivoire, les pouvoirs publics ne font pas de planification urbaine sur le long terme. Tous appliquent des politiques dites « de déguerpissement » afin de reprendre le contrôle sur les espaces urbains, au prétexte d'une modernisation des villes. Le déguerpissement est une expulsion contrainte et collective de

personnes considérées comme des occupants illégaux d'une parcelle. Parmi les personnes expulsées, certaines détiennent des titres de propriété mais leurs documents ne sont pas reconnus par l'État. Cette pratique violente, avec le recours à des bulldozers, aux forces de l'ordre et parfois à l'armée, est en réalité ancienne. Elle date de l'ère coloniale. Les politiques de déguerpissement font subir aux personnes touchées des conséquences matérielles, économiques et psychologiques. Elles sont une cause de migration : des personnes « déguerpies » disent

être contraintes de partir car elles se sentent considérées comme des « étrangères dans leur propre pays ». Ces politiques causent aussi de l'isolement. En effet, les personnes expulsées perdent leur espace de socialisation quand leur quartier est détruit. Certaines perdent de vue leurs voisins, leurs amis. Les habitants se retrouvent dispersés, isolés. Enfin, ces politiques d'aménagement du territoire en disent long sur notre conception de la ville moderne, vue comme un objet marchand, un lieu attrayant où faire des affaires. » ■



## DES OUTILS POUR COMPRENDRE

### À LIRE



**Le Lien social**, de Serge Paugam, éd. Puf, collection "Que sais-je ?", 2025.

Cet ouvrage explicite le sens d'une notion centrale depuis Durkheim, et présente une typologie des liens sociaux et de leurs possibles fragilités. Il propose de repenser le lien social aujourd'hui, pour mieux relever les défis contemporains de la solidarité.

### **Vaincre l'isolement. Un engagement à portée de main**,



de Jean-François Serres, Éditions de l'Atelier, 2019.

Un ouvrage qui cherche à faire de la lutte contre l'isolement social un enjeu sociétal commun et qui rend compte de la diversité des engagements à travers différents lieux en France.



### SUR LE WEB

### **"(Re)faire nos liens: l'impact du lien social dans les territoires"**, rapport d'Impact Tank, mai 2025.

Cette étude préconise la mise en place d'outils de mesure du lien social et de son impact, appelant aussi à revaloriser les métiers du lien.

### **"Combattre l'isolement social pour plus de cohésion et de fraternité"**, rapport de Jean-François Serres au Cese, 2027.

Comment mieux appréhender la réalité, les causes et l'impact de la pauvreté relationnelle, sous l'angle à la fois de la santé et de la cohésion sociale ?



### À ÉCOUTER

**"Que nous raconte l'isolement social?"**, épisode de la série *Comment se tissent les liens entre nous ?*, du podcast "Avec philosophie", de France Culture, 13 mai 2024. Comment comprendre la logique et le mécanisme de l'isolement social ? Les données produites par la tradition sociologique – Durkheim, Castel – permettent de comprendre les causes de ce phénomène.

découvrent un plus fort individualisme et, parfois, n'ont plus la possibilité de parler leur langue maternelle ou de pratiquer leur religion. Certains disent vivre mal cette perte d'identité. »

### Expulsions

La politique d'éradication des bidonvilles, pour des raisons d'embellissement des villes, ne facilite pas non plus l'intégration de ces nouveaux citoyens. Lorsque des quartiers entiers sont rasés au bulldozer pour faire place nette, beaucoup se retrouvent à la rue faute de solution de relogement. Ces opérations de démolition, souvent violentes, « engendrent des ruptures de liens sociaux » car les personnes expulsées perdent à la fois leurs biens, leur habitat et leurs voisins, explique Véronique Dupont, démographe et spécialiste des transformations des métropoles indiennes à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Les familles qui se retrouvent sur le trottoir voient leur vie sociale anéantie : « Leur statut social est rabaissé, les relations antérieures se distendent, et les perspectives de mariage des jeunes s'éloignent », précise-t-elle. Certains partent se réinstaller ailleurs, dans d'autres bidonvilles, jusqu'à une prochaine expulsion. En excluant un grand nombre d'habitants des bidonvilles des programmes de relogement ou de réinstallation, on transforme ces laissés-pour-compte en « nomades urbains » dépourvus d'ancrage social et on les précarise encore davantage, observe la chercheuse. Devant cette situation, des communautés s'organisent. À Raipur, dans le nord-est de l'Inde, Cohesion Foundation Trust (CFT), une organisation non gouvernementale qui promeut un développement socio-économique durable, se mobilise contre des projets d'urbanisme qui excluent les occupants de bidonvilles. Avec le soutien du Secours Catholique, l'organisation aide les habitants des quartiers informels à faire valoir leurs droits fonciers, notamment en leur proposant un accompagnement juridique. « L'objectif, explique Margaux Ginestet, est qu'ils parviennent à prouver qu'ils résident vraiment là et qu'ils doivent rester afin d'être inscrits dans les plans de réinstallation. » Ce qui mettra fin également à leur isolement. ■



## PARCOURS

**1983 :**  
Naissance dans le Nord

**1999 :**  
Homme de ménage à  
l'hôpital

**2018 :**  
Crée Banlieues Santé

**2022 :**  
Co-fonde Banlieues  
Climat

ABDELAALI EL BADAOUİ, ENTREPRENEUR SOCIAL EN SÉRIE

## HYPERACTIF CONTRE LES INÉGALITÉS

TEXTE : CLARISSE BRIOT PHOTOS : ÉLODIE PERRIOT

Ancien infirmier libéral en Seine-et-Marne, Abdelaali El Badaoui a fondé Banlieues Santé contre les inégalités sociales de santé, puis Banlieues Climat pour former aux enjeux environnementaux les premiers concernés, habitants des territoires délaissés. Avec une préoccupation : montrer le rôle-clé de la société civile.

C'est à l'aube d'une semaine caniculaire et à une table du "bar d'été" d'une ressource que nous attendons Abdelaali El Badaoui, à l'arrière des locaux de Banlieues Climat. Ces derniers sont installés dans une école maternelle désaffectée à deux pas de la mairie de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Quadragénaire au sourire généreux éclairant une barbe poivre et sel, Abdelaali El Badaoui arrive avec du retard sur le programme de son lundi. « *Je vous fais visiter ?* » Murs et portes repeints en vert vif ; fresques de street-art figurant l'artiste Aya Nakamura aux côtés de tirailleurs sénégalais ; portraits de jeunes des quartiers formés ici : l'école populaire du climat – comme se définit Banlieues Climat – ressemble au chantier participatif qui l'a vue naître il y a trois ans. La salle d'enseignement parsemée de post-it est vide, la dernière promo attendant la cérémonie de remise des diplômes (reconnus par le ministère de l'Enseignement supérieur). Suit une salle équipée d'un îlot de cuisine. « *C'est notre cuisine nomade, indique notre guide. Car la question alimentaire, c'est aussi une question de santé publique et le premier des déterminants sociaux.* » De retour à la table en bois de pa-

lettes, le fondateur de Banlieues Santé et co-fondateur de Banlieues Climat revient sur le combat qui l'anime – la lutte contre les inégalités sociales, en particulier de santé – et le lien existant entre les deux organisations qu'il a créées pour le mener. Défendant une « *vision holistique* » de la santé, Abdelaali El Badaoui a d'abord exercé dix ans en tant qu'infirmier libéral en Seine-et-Marne. Il a donc vu « *naturellement* » dans la récente question climatique

“

COMMENT SAVOIR L'ÉTAT  
DE SANTÉ D'UNE PERSONNE ?  
OUVREZ SON FRIGO,  
ET VOUS SAUREZ QUELLES  
SERONT SES FUTURES  
MALADIES.

”

« *un sujet de santé* ». « *Jusque-là, les impacts de la crise climatique étaient abordés à travers une approche scientifique, observe-t-il. On ne parlait pas des besoins de la population, de la vie des gens. Or les premiers frappés sont les plus vulnérables. Ce sont eux qui vivent dans des appartements mal isolés et qui n'ont pas les moyens de changer leurs vieilles voitures polluantes. La société pose sur eux un regard stig-*

*matissant, voire punitif. On s'est dit qu'il fallait sortir de cela, et former les gens. Leur donner des outils pour qu'ils soient éveillés à la question environnementale et qu'ils ne la subissent plus.* » Le "on" désigne Abdelaali El Badaoui, alors déjà reconnu pour son implication dans Banlieues Santé, mais aussi le médiatique Féris Barkat, militant de la génération Z croisé sur les bancs du Collège citoyen de France\*, ou encore Sanaa Saitouli, engagée de longue date à Cergy (Val-d'Oise). « *J'ai travaillé durant un an la feuille de route de Banlieues Climat, mais celle qui se démène au quotidien, c'est elle !* » précise volontiers Abdelaali Al Badaoui, qui ne voudrait pas « *invisibiliser* » une femme, « *qui plus est racisée* ». La voilà justement qui s'invite à notre table, avant de donner une interview au *Courier de l'Atlas*. Débit mitraillette, Sanaa Saitouli décrit son camarade d'engagement comme « *le fil vert qui a réuni autour de lui différentes compétences* ». Elle se reprend : « *En réalité, ce qui a scellé notre rencontre et relié nos récits, c'est l'histoire de nos parents qui a été pour chacun un accélérateur de notre motivation.* »

Cette histoire se situe dans le Nord de la France pour Abdelaali El Badaoui, où ses parents – des bergers marocains – ont émigré dans les années 60. Son père s'y est ruiné la santé dans les mines de charbon. « *À 12 ans, je l'accompagnais chez les médecins pour l'amiante et la silicose dans ses poumons, comme mon oncle et mon grand-père, se souvient Abdelaali. Mon père était analphabète, je devais lui expliquer les* »

# RENCONTRER



ELODIE PÉRIOT / SCOF

» scanners, les traitements. Année après année, il a fallu consulter des experts pour faire reconnaître sa maladie professionnelle et son handicap. » Avant cela, enfant, il avait déjà vu ses parents démunis face aux blouses blanches : c'était dans sa chambre d'hôpital au lendemain d'un accident domestique lui ayant infligé une brûlure sur 70 % du corps. « *Dernier de la classe* », le jeune homme n'aura ni le brevet ni le bac, mais une révélation : celle du milieu hospitalier (à nouveau) dont il pratiquera les "petits métiers" : homme de ménage, auxiliaire de vie, brancardier, employé de morgue. Avant de concrétiser finalement sa vocation de soignant par un diplôme d'infirmier obtenu par validation des acquis de l'expérience. Une fois installé en libéral, Abdelaali El Badaoui est bien placé pour constater les conditions de vie des plus précaires et l'inégal accès à la santé, en particulier préventive. Car la santé, explique-t-il, se joue d'abord au domicile : « *C'est ton environnement social, économique, culturel. C'est ta literie, l'aération de ta chambre, des draps changés en temps et en heure... Souvent je pose la question : comment pouvez-vous savoir l'état de santé d'une personne ? On me répond par le nombre*

*de visites chez les médecins, les ordonnances... Je dis : ouvrez plutôt son frigo, c'est ce qui permet de savoir quelles seront ses futures maladies.* » Convaincu des bénéfices d'une approche dite communautaire qui fait de chacun (élu, bénévole du club de foot, enseignant, parent...) un acteur de santé, il mène des actions de sensibilisation et de prévention avant de créer officiellement Banlieues Santé en 2018. C'est le Covid, deux ans après, qui agit comme un accélérateur : l'association, présente aux côtés des plus fragiles pendant la crise, reçoit des fonds, des appuis scientifiques et des relais médiatiques.

## Les baleines

Huit ans plus tard, Banlieues Santé se déploie dans une cinquantaine de départements, emploie une trentaine de salariés, publie des études et s'appuie sur un réseau de 800 associations de proximité – ces acteurs de la société civile qu'Abdelaali qualifie de « *planc-ton* » nourrissant les « *baleines* », autrement dit les organisations nationales. Banlieues Santé modélise ainsi différents programmes (formation de femmes "ambassadrices santé" dans leurs quartiers, dispositif "Plus belle la vue" favorisant l'accès aux

soins ophtalmologiques, cafés des femmes...) et vient « *capaciter* » les « *acteurs d'hyper-proximité* » ayant une connaissance fine des populations les plus fragiles. Dans les quartiers populaires comme dans la ruralité, des territoires étymologiquement "bannis", c'est-à-dire éloignés du droit commun, insiste Abdelaali qui revendique au passage et à rebours des clichés son statut de gars de la campagne plus que de la cité. « *Enfant, je passais mes week-ends à la ferme. J'aime les petits villages, les moutons, les vaches...* », dit-il en souriant.

Après deux heures d'échanges, le « *Ch'ti bronzé* », qui fut aussi champion d'athlétisme, se lève et entreprend de marcher autour de la table. « *Je suis un hyperactif* », se justifie-t-il. Et pour cause, dans la foulée de Banlieues Santé et Banlieues Climat, l'entrepreneur social en série a aussi créé Banlieues School ou encore Banlieues Capital, un fonds d'investissement. Et il mûrit dans l'ombre d'autres bébés "Banlieues" : Kids, Sports, Droits. « *C'est bien de dénoncer, mais ce qui m'intéresse, c'est quelles solutions on trouve et comment on fait pour les mettre en place.* » Ce « *philanthrope dans l'âme qui parle à tous les bords politiques* », selon Sanaa Saitouli, côtoie les futurs décideurs sur les bancs de l'INSP (nouvel ENA) où il est étudiant, et a depuis mai 2026 sa carte de membre du Conseil économique, social et environnemental. « *Un kick dans la porte* » d'une institution établie, où Abdelaali El Badaoui pense pouvoir « *être utile* » et peser sur les politiques publiques. Et continuer, muni de son « *bâton de berger* », à « *être acteur d'un monde meilleur* ». ■

\* Institut de formation gratuit, à l'initiative de la société civile, proposant un cursus de 200 heures pour « développer un projet d'engagement » citoyen.

# VANCÉ : LE VISAGE DE LA TERRE EST DANS SON CŒUR

TEXTE ET PHOTOS : STEVEN WASSENAAR

Le visage de la terre est dans son cœur est une œuvre documentaire soutenue par le Centre national des arts plastiques (Cnap) et réalisée sur trois années par Steven Wasseenaar dans un village de la Sarthe : Vancé. « *Ce travail m'a permis de documenter la ruralité dans toute sa complexité, sans en éluder aucun aspect : économique, social, agricole, sanitaire ou humain* », explique le photographe. À travers des portraits, des intérieurs et des paysages, cette série donne la parole à une génération qui a connu l'une des plus profondes mutations du monde rural français : la disparition progressive des petites exploitations agricoles, l'industrialisation de l'agriculture, la mécanisation, l'exode des jeunes... Mais elle témoigne aussi du combat mené par les habitants pour faire vivre leur territoire et de la solidarité quotidienne qui s'y vit.



▲ À Vancé (Sarthe), 310 habitants, la moyenne d'âge de la population dépasse 60 ans. Le village conserve une école primaire à classe unique, un médecin à mi-temps, une boulangerie communale et un café associatif. Ici, la solidarité est une nécessité quotidienne. Face au vieillissement de la population, à la disparition des commerces et des services publics, au manque de perspectives économiques, les habitants inventent de nouvelles formes d'entraide : transports partagés, visites quotidiennes, bénévolat, lieux de rencontre...



▲ Né à Saint-Ouen dans une famille de sept enfants, Georges est envoyé, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec sa sœur dans une famille d'accueil aux Pays-Bas. De retour en France, il devient ajusteur-mécanicien dans un garage de Bois-Colombes, où il travaillera durant quarante et un ans. Avec sa femme Léa, ils achètent à Vancé en 1972. Georges s'investit dans la vie de la commune : deuxième adjoint au maire, président du comité des fêtes, membre du conseil des sages et du bureau d'aide sociale. Jusqu'à la fin de sa vie, il continue de participer aux initiatives du village. Il décède en mars 2026.



◆ À 55 ans, Dominique, également adjoint au maire de Vancé, élève seul un troupeau de soixante-dix vaches laitières. Chaque journée est rythmée par la traite, matin et soir, sept jours sur sept, sans véritables vacances. Les exploitations sont de moins en moins nombreuses tandis que leur taille ne cesse d'augmenter. Les éleveurs doivent investir dans des équipements toujours plus coûteux, souvent financés par des emprunts qui les engagent durant de nombreuses années.

▼ Dans l'atelier de la Coopérative d'utilisation de matériel agricole (Cuma), tracteurs, remorques et outils agricoles sont entretenus entre les saisons. Cet atelier est aussi un lieu de rencontre où les agriculteurs échangent des conseils. Dans un contexte où beaucoup travaillent désormais seuls, la Cuma est un espace de solidarité. Derrière les hangars se dessine ainsi une communauté qui continue de faire face ensemble aux mutations de l'agriculture.





▲ La boulangerie est le dernier commerce ouvert à Vancé. Les locaux et le matériel de production appartiennent à la commune, qui les met à la disposition des boulangers qui souhaitent s'y installer afin de préserver ce service indispensable à la vie du village. Comme dans de nombreuses communes rurales, il est cependant difficile de trouver un boulanger prêt à s'y installer durablement. Entre deux exploitants, des habitants bénévoles, parmi lesquels Georges, à gauche, assurent la continuité du service. Chaque matin, ils distribuent le pain commandé la veille auprès d'une boulangerie du département. Au-delà de sa fonction première, la boulangerie est également un lieu de rencontre où s'exprime la solidarité locale. Elle évite aux habitants, notamment les plus âgés, de devoir parcourir plusieurs dizaines de kilomètres jusqu'aux supermarchés de Saint-Calais ou de Bessé-sur-Braye. Face à la disparition des commerces de proximité, la boulangerie témoigne de la volonté de la commune de préserver une vie de village, où l'entraide permet encore de maintenir des services essentiels.



BAGUETTE  
1€

PAIN  
1,30€

TRADITION  
1,20€

TRADI-GRAINE  
1,25€

BAGUETTE  
BUCHERONNE  
1,35€

BAGUETTE-MAÏS  
1,35€

BOULE-CAMPAGNE  
(pain-blanc)  
1,80€

BOULE-BUCHERON  
(levain-seigle)  
2,70€

GALETTE-FRANGIPANE  
4 PERSONNES/16€  
6 PERSONNES/24€

GALETTE-BRIOCHE  
4 PERSONNES/9€  
6 PERSONNES/13€

Boulangerie  
Authentique

Maison de la  
Boulangerie



▲ Les sœurs Colette, Anne et Marie-Dominique – toutes trois octogénaires – appartiennent à la congrégation des Franciscaines Servantes de Marie, fondée par Marie-Virginie Vaslin, originaire de Vancé. Après une vie de mission sur le continent africain, elles ont pris leur retraite dans la maison de la congrégation, au cœur du village. Chaque jour, elles rendent visite à des personnes âgées vivant seules et offrent une présence à ceux qui traversent une période difficile. Leur maison reste ouverte à tous. Elles incarnent une solidarité de proximité et maintiennent un lien humain essentiel.

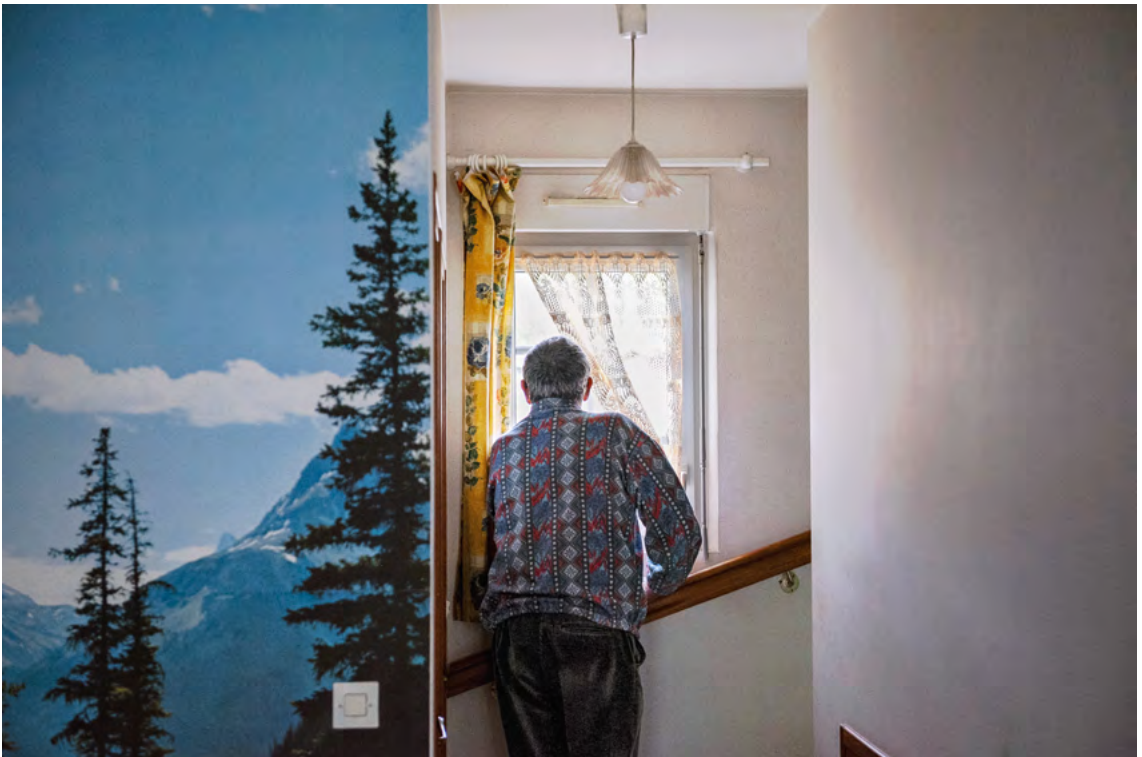


▲ Dans beaucoup de maisons anciennes de Vancé, les étagères des caves et des celliers sont remplies de bocaux. Tomates, haricots verts, poires, pommes, confitures ou sauces préparées l'été sont conservés pour être consommés tout au long de l'année. Cette pratique permet de profiter des récoltes du potager bien après la saison et de limiter les achats de fruits et légumes en hiver. Avec le renouvellement de la population, cette pratique tend à disparaître. Les plus jeunes habitants cultivent moins de potagers.



◀ À 89 ans, Maurice vit seul. Son épouse, atteinte de la maladie d'Alzheimer, réside désormais en Ehpad. Il se réjouit que ses fils aient poursuivi l'exploitation familiale qu'il avait reprise en 1975. Il est successivement conseiller municipal, adjoint, puis maire de Vancé de 2001 à 2008. Aujourd'hui, il cultive encore un grand potager dont les récoltes et les conserves lui permettent de se nourrir toute l'année. Il regrette surtout de ne plus pouvoir conduire pour aller rendre visite à son épouse.

▼ Joël et son épouse ont élevé trois cents brebis avant de construire leur maison en 1998. En 2019, Joël est atteint de la maladie d'Alzheimer. Nicole suit alors une formation d'aidante et l'accompagne au quotidien, jusqu'à l'épuisement. Joël finit par entrer en Ehpad où il décède en 2024. Dans les territoires ruraux, l'éloignement des services spécialisés rend l'accompagnement particulièrement éprouvant. Face à ces réalités, de nouvelles initiatives se développent : équipes mobiles, groupes de parole, temps de répit pour les aidants.





▲ Deux agriculteurs font une pause pendant la récolte du maïs destiné à nourrir leurs troupeaux. La céréale constitue, avec l'herbe, le foin et d'autres compléments, la base de l'alimentation des vaches laitières pendant les mois où les pâturages ne suffisent plus. Cette culture occupe aujourd'hui une place centrale dans l'organisation des exploitations laitières. La culture du maïs fourrage fait aujourd'hui l'objet de débats en raison de son impact sur les ressources en eau et la biodiversité. Pour les éleveurs, elle demeure la condition essentielle de l'équilibre économique de leur exploitation.



♦ Stéphanie s'installe à Vancé en 2015 pour changer de vie. Elle apprend le maraîchage sur le terrain et crée son exploitation en plein champ. Elle cultive des légumes de saison qu'elle vend en circuit court sur les marchés et directement aux habitants. À 41 ans, elle incarne une nouvelle génération d'agriculteurs qui choisit le monde rural sans y être née. Son installation témoigne du renouvellement progressif des campagnes. ■

# SEULS, ENSEMBLE.

par Besse & la Blanche

Aujourd'hui, le nombre de personnes touchées par la solitude est tel qu'on ne peut pas en faire un problème individuel.

Je me sens seul-e...



Pour le prouver, faisons une petite expérience.

Je prends une société civile au hasard...



Et j'ajoute quelques ingrédients.



Je enlève d'autres.



Plus une pincée de préjugés et...

**BOUM**

"j'obtiens une terrible épidémie de gens toutes seules."



C'est pourquoi certains pays, comme le Royaume-Uni, se sont dotés d'un ministre de la solitude.

Regardez: la recette est simple.



Certains pensent pouvoir corriger le problème avec plus de numérique...

"mais ça ne colle pas!"



Car il s'agit d'un problème systémique qui appelle une réponse politique... et surtout humaine!

**LA, ça colle...**



Besse & la Blanche

A close-up portrait of Sorj Chalandon, an older man with a full grey beard and mustache, wearing round black-rimmed glasses and a dark jacket over a patterned shirt. The background is a warm, textured orange-brown. The text is overlaid on the left side of his face.

Un jour on  
s'assied sur  
un trottoir.  
Et petit  
à petit,  
on disparaît  
avec le  
trottoir.

**SORJ CHALANDON, ÉCRIVAIN.**  
UN ENTRETIEN EXCEPTIONNEL À RETROUVER  
SUR [SECOURS-CATHOLIQUE.ORG](https://sejours-catholique.org)  
ET TOUTES LES APPLICATIONS DE PODCASTS.



Apple  
Podcasts



Spotify



DEEZER



podcast  
addict

*par  
sejours*  
LA PAROLE  
AUX  
INVISIBLES

Flashez  
pour écouter

